

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 15 OCTOBRE 1983

223

ANTILLES: 2 F FRANCE: 3 F

Pour la construction

d'un parti ouvrier

révolutionnaire en

Martinique et en

Pour l'émancipation

Martinique et de

Pour la reconstruc -

tion de la IVéme

Internationale.

des peuples

Guadeloupe.

Guadeloupe.

AVANCEE DE LA DROITE AUX ELECTIONS MUNICIPALES DANS PLUSIEURS VILLES EN FRANCE.

Au mois de septembre, lors des élections municipales de la ville de Dreux, la droite, qui avait fait alliance avec l'extrême droite de Le Pen, l'emportait sur le maire sortant socialiste. Ce fait politique, en fait pas très important car Dreux est une petite municipalité, avait fait figure d'évènement et avait été amplement commenté dans la presse et dans les milieux politiques, surtout à cause de l'alliance de la droite et de l'extrême droite, qui était un fait nouveau.

Depuis, la droite, UDF et RPR, a été élue dans deux municipalités qui avaient auparavant un maire de gauche : la municipalité de Sarcelles, dans la banlieue parisienne, et celle de Béziers.

Les résultats par bureaux dans la municipalité de Sarcelles avaient montré que la population des quartiers bourgeois de la ville s'était mobilisée davantage sur ces élections que celle des cités ouvrières.

Dimanche, à Anthony, ville proche de Paris, au premier tour des élections, le ballotage a été favorable à la droite (plus de 49 % des voix, et 24 % à la gauche, qui détenait cette municipalité).

L'avancée de la droite s'est donc étendue à plusieurs municipalités où la gauche était ju s qu'à présent bien implantés. Cette dernière n'a donc pas fait le plein de ses voix.

Il sembre donc que la gauche est en train de payer actuellement le prix de la causée à de nombreux travailleurs, ponctions répétéees sur leurs salaires par l'augmentation des impôts, des cotisations sécurité sociale, de la journée d'hôpital, des médicaments etc.... etc.....

La gauche paie aussi sa mollesse vis à vis de la droite et du patronat. Il suffit que Gattaz claque la porte (comme dans le cas des cotisations de la sécurité sociale) ou que la droite crie et proteste, pour que le gouvernement de gauche cède, sans tenir compte des intérêts des travailleurs.

Pour le moment, il ne s'agit que d'élections, mais cette mollesse de la gauche et son mépris pour la population risque aussi d'ouvrir la voie à une droite plus combative que la droite actuelle, qui à la faveur de la crise économique, et en menant une politique raciste et anti immigrés, comme l'extrême droite le fait déjà, peut mobiliser une grande fraction de la petite bourgeoisie, non seulement contre les immigrés, mais aussi contre les travailleurs en général.

BEAUPORT:

Il y a dix ans, les Capitalistes fermaient COMTE et BONNE - MERE. Aujourd'hui, ceux de BEAUPORT ont les moyens de refuser le même scénario.



Mardi 11 octobre les travailleurs de Beauport manifestèrent très tôt le matin devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. Pensant peut-être qu'ils auraient bloqué la circulation ou le pont de la Gabarre, les forces de répression avaient pris position en grand nombre sur le pont et à différents endroits de la ville. Après une entrevue avec le sous-préfet Hugodot qui n'apprit rien de plus aux travailleurs de l'usine d'ailleurs, ces derniers après une prise de parole des responsables syndicaux se dispersèrent. On nota la présence du député du Parti communiste Ernest Moutoussamy, qui comme tous les élus ne put affirmer rien d'autre que sa volonté de tout mettre en oeuvre pour la non-fermeture de l'Usine Beauport...

C'est vendredi 14 que le CIRI (Comité inter-ministériel de Restructuration Industrielle) doit se réunir à Paris sur cette question. Des élus du conseil général comme Mme Michaux-Chevry, Davrain, Lubeth se rendront à cette réunion à Paris.

On assiste donc au scénario habituel avant chaque fermeture d'usine ; des prises de positions des politiciens, des voyages en France, des réunions, des concertations. Chaque usine a toujours fermé dans cette ambiance là. Mais aucune de ces prises de position ou de cette agitation de bon aloi des politiciens n'a rien changé à l'affaire.

Si les travailleurs de Beauport veulent que leur usine reste ouverte pour conserver leur emploi, c'est sur eux mêmes et sur rien d'autres qu'ils devront compter. Qu'ils se prépa-

tionner l'usine pour leur propre compte et de même à occuper les terres. C'est en tout cas le leçon logique que l'on peut tirer de toutes les fermetures d'usines an-

rent à se payer sur le capital en faisant fonc-

térieures : Blanchet et Darbousier. Aujourd'hui, comme pour Bonne Mère il y a dix ans, les syndicats CGTG et UGTG, le PCG font des actions de soutien, et des meetings. Cela est une chose et ne peut que redonner courage aux travailleurs de Beauport dans la lutte qu'ils mènent. Mais ce n'est pas cela qui maintiendra l'usine en activité. La clef de ce problème est dans les mains des travailleurs et d'eux seuls. Si eux, décident de se battre, de créer un rapport de force important en leur faveur le pouvoir cédera.

Si l'affaire de l'usine Beauport devient aussi par leur intermédiaire celle de toute la population des environs de Port-Louis, de Petit-Canal, de l'Anse-Bertrand qui elle aussi vit en partie de cette usine, si le pouvoir trouve en face de lui, non pas quelques dirigeants syndicaux, non pas quelques politiciens à la langue bien pendue, mais une population déterminée à ne pas céder, il pliera. Car, plus le que le fait de "sauver Beau-

port" que "sauver la canne", il s'agit avant tout d'une question de gagne-pain et de dignité qui concerne les travailleurs des usines. Il s'agit aussi pour eux de s'organiser, de se battre, de contrôler eux mêmes leur propre lutte en dehors des politiciens de tous bords et des appareils syndicaux dans une affaire qui les regarde au premier chef. C'est avant tout leur travail et leur dignité qui sont atteints. Suite page 3

MARTINIQUE:

DROITE OU GAUCHE ? ILS FONT LA MEME CHOSE!

Cette semaine, l'actualité a été faite en partie par la révélation des difficultés budgétaires de la commune de Sainte-Marie, où pour résorber un déficit de plus de 700 millions ae centimes, hérité de l'ancienne municipalité de droite, le maire a réduit les horaires des employés communaux, et aussi relevé le prix du ticket de cantine pour les élèves de la commu-

Cette mesure a bien entendu été mal reçue par au moins une fraction des employés, syndiqués à la CFTC qui ont fait grève. Cette grève, semble-t-il minoritaire a duré deux jours et le syndicat CGTM ne s'y est pas associé. Et même si comme l'a dit le maire Lordinot c'est une grève politico-syndicale (la droite ayant soutenu les grèvistes), il n'empêche que cela est révélateur de la pratique de la nouvelle muvailleurs. Même si ce n'est que quelques dizaines d'entre eux qui ont fait grève, les mesures de compression budgétaire toucheront bien des centaines d'employés municipaux (il y a 400 employés à Sainte-Marie). Et même si c'est un héritage de la droite qui a mal géré le budget communal, ce que tout un chacun retient, c'est que c'est le maire actuel qui diminue les salaires !

Il était possible d'agir autrement, ne serait-ce par exemple qu'en imposant plus fortement les gros capitalistes locaux, la bonne bourgeoisie samaritaine dont les revenus ne diminuent pas. Mais la municipalité a bien garde de s'attaquer aux puissants. Elle préfère faire payer aux pauvres les conséquences de la gestion désastreuse des Petits et au-

tres Catherine. C'est à neu près la même chose qui arrive

au Marin, sous la poigne de Rodolphe Désiré.

Enfin, troisième commune, de droite celle là, le Lorrain où sévit Thalmensy ; une mère de famille et sa fille toutes deux employées communales à temps partiel voient le maire refuser de les employer parce que leur maison avait servi de lieu de réunion à Emmanuelli lors de la campagne des élections régionales ! Après diverses menaces, le maire a accepté de réembaucher la mère tout en la changeant de place et en diminuant encore les heures qu'elle

Alors, Sainte-Marie et Marin sont de gauche alors que le maire du Lorrain est de droite mais ils agissent pareillement ; comme des dé tenteurs d'un pouvoir qui ne s'exerce que con tre les pauvres, les démunis.

J.BRUEI

MARTINIQUE:

Après le conseil régional qui a approuvé le projet de loi relatif aux compétences de ce même conseil, çà été au tour du conseil général de l'examiner, et sans surprise il a émis un avis défavorable, car le conseil général est très largement dominé par la droite. Parmi le flot de paroles qui s'y sont dites, nous avons relevé celles où un conseiller général affirmait ceci : «Les attributions du préfet restent pratiquement sans changement. Il apparaît donc de la part du gouvernement une volonté d'intégration clairement exprimée s'inscrivant dans la continuité d'une stratégie coloniale».

Un peu auparavant, ce même conseiller déclarait «la somme des compétences des deux assemblées est sensiblement égale à ce qu'elle était sous Giscard d'Estaing». Voilà qui est fort bien dit. Mais qui parle ainsi ? Tout simplement Edouard Jean-Elie, maire, conseiller de l'Ajoupa-Bouillon et ex-dirigeant du G.R.S.!

LES DESILLUSIONS D'UN RALLIE

Ces paroles de Jean-Elie prennent un relief d'autant plus grand que c'est préciséement sur le problème du soutien au gouvernement de gauche qu'il a abandonné le G.R. S il y a un an. Jean-Elie reprochait alors au G.R.S de continuer à faire de la propagande pour l'indépendance et de critiquer le gouvernement de gauche. Pour lui, il fallait se rassembler autour d'Aimé Césaire, reprenant ainsi pratiquement la position de Delépine, lui aussi dirigeant du GRS qui venait de rejoindre le PPM.

Les temps ont donc changé et Jean-Elie affirme sa déception, malgré toute sa bonne volonté : «Nous avons en militants d'extrême-gauche responsables, soutenu la politique de décentralisation....

Nous avons soutenu ce gouvernement chaque fois que nous avons eu le sentiment qu'il voulait réellement aller de l'avant...

C'est aussi pourquoi nous avons été accablés d'amères et vives humiliations à chacun de ses échecs qui étaient aussi les nôtres...»

En quelque sorte ceux qui ont soutenu le gouvernement ont été bien mal récompensé s et ont avalé bien des couleuvres sans un quelconque résultat positif. Et comme pour conclure, Jean-Elie découvre que «... le gouvernement subit dans les DOM les pressions de la droite aidée par l'attentisme des anticolonialistes».

Voilà une bien sévère «auto-critique» de la part de Jean-Elie, car que proposait-il et de fait qu'a-t-il fait depuis un an sinon de l'attentisme, sinon espérer chaque jour que le gouvernement donne un peu plus de pouvoir à

Alors qu'est-ce qui a changé ? Car depuis deux ans et demi il n'y a pas eu de changement dans la politique socialiste, et seuls ceux

qui voulaient être trompés l'ont été : le gouvernement n'a jamais fait mystère de sa volonté de maintenir les Antilles sous la domination

Non, ce qui s'est passé, c'est que Jean Elie au contraire de Delépine n'a pas été accueilli les bras ouverts au PPM. Bien au contraire alors que Jean-Elie faisait campagne aux élections régionales pour la liste Césaire, le PPM présentait une liste contre Jean-Elie 15 jours après aux élections municipales. Jean . Elie devait sa réélection pour une part au GRS et au PCM qui l'ont soutenu contrê le PPM et contre la droite.

Repoussé par le PPM, Jean-Elie prend maintenant ses distances avec la gauche modérée. C'est le premier opportuniste à quitter le bateau pourri de la soumission au gouverne-

J.BRUEL

MAX SAFRANO VIRGINIE TOM LIBERES

Max Safrano et Virginie Tom sont sortis de prison. Ces deux militants du MPGI avaient été incarcérés sans preuve à la suite des attentas d. août 1982.

ils avaient été jugés le 6 juillet dernier à Pointe-à-Pitre, et condamnés chacun à trois ans de prison ferme. Ils avaient alors fait appel, et ont comparu à nouveau devant le tribunal, à Basse-Terre, le 20 septembre dernier.

APrès ce second procès, Virginie Tom avait été condamnée à 16 mois de prison dont six avec sursis, et Max Safrano à deux ans, dont un an avec sursis.

Tom et Safrano sont donc sortis de prison la semaine dernière au bénéfice de quelques jours de remise de peine.

Cette expérience de la justice coloniale n'aura pu que convaincre ces militants et tous ceux qui les ont soutenus de continuer à se battre pour la cause qu'ils défendent.

«L'EXECUTIF GUADELOUPEEN» SE VEXE QUAND IL SE VOIT RAPPELER QU'IL N'EST PAS LE MAITRE...

Décidément les institutions guadeloupéennes issues du 10 mai. 1981 fonctionnement mal, dans leur application. On apprend de bonne source qu'un très grave conflit de compétence, mettant en péril la démocratie guadeloupéenne vient d'éclater entre «l'éxécutif» guadeloupéen et le commissariat de la république (ex-préfecture....)

Lucette Michaux-Chevry se verra-t-elle contrainte d'occuper ses locaux de force, menacée par des CRS en armes, ou de poser des bomb as pour revendiquer son territoire ?, c'est la question que l'on pourrait se poser après cette «mauvaise» application de la «décentralisation» dont elle est victime aujourd'hui.

Le préfet refuse en effet de mettre comme il devrait paraît-il le faire, des locaux d'une aile de la préfecture à la disposition de «l'exécutif» guadeloupéen, c'est à dire de la présidente du conseil général Lucette Michaux-Chevry. Cette dernière qui donnait au Commissaire de la république, Miguet, jusqu'à lundi pour lui attribuer des locaux s'est vue répondre par l'envoi de trois CRS qui ont barré l'accès aux locaux... Voilà au moins de quoi rappeler à ceux qui en doutaient qui est le maître véritable....!

Mais pour occuper sans partage tous les locaux dont elle a besoin, peut-être notre chef de l'éxécutif proposera-t-elle un jour au gouvernement carrément la suppression des commissaires de la république ou tout bêtement l'indépendance.....

P.J.C.

MARTINIQUE: LES JUGES VONT-ILS LIBERER GROSSMAN

Grossman, le gros commerçant blanc qui a abattu de deux balles dans le dos le jeune Thierry Rodony va-t-il être bientôt libéré? Un fait est certain, c'est qu'il s'est trouvé un juge d'instruction pour demander sa mise en liberté provisoire. Le procureur de la République ayant fait appel de cette décision, c'est un organisme appelé Chambre d'Accusation qui décidera si le meurtrier sera ou non relâché.

Rappelons les faits : début juillet, deux jeunes rastas, un dimanche matin, sont allés

chercher des mangues dans les environs de Didier. Sans qu'ils le sachent, ils se sont retrouvés sur la propriété où habite Grossman. II est 8 heures du matin. Les jeunes ne sont pas dangereux. Grossman les interpelle. Ils tentent de s'enfuir. Grossman tire. Rodony est tué Pour quelques mangues. Qui n'appartenaient même pas peut-être à Grossman.

Après son incarcération, Grossman jouit d'un traitement de faveur. C'est pratiquement les mains libres qu'il est emmené par les gendarmes chez le Juge d'Instruction ! et dès le

début, le bruit de sa libération procnaine court avec insistance. Il est même dit que sa concubine rassemble l'argent permettant de le libérer sous caution.

Et voilà qu'on apprend qu'il s'est trouvé un juge blanc pour demander sa libération. Un de ces juges qui permettent que moisisse en prison un voleur de sac à main ou un revendeur de marijuana. Un de ceux dont chaque acte est d'enfoncer le déshérité, le marginal, le noir pauvre, et qui trouve que trois mois de préventive pour avoir assassiné un jeune noir

pauvre, c'est bien assez!

Alors qui fait du racisme à la Martinique ? N'est-ce pas l'état colonial, son administration de blancs, ses juges blancs, ses gendarmes blancs ? N'est-ce pas la société elle-même qui est raciste?

Dernière Heure : affaire Grossman la chambre d'accusation du tribunal de Fort de France a rejeté la décision de mise en liberté provisoire de Grossman. Ce dernier restera en

PORT-LOUIS: CONFERENCE DE L'UTA-UPG ET DE L'UPLG CONTRE LA FERMETURE DE L'USINE BEAUPORT.

uport. Cette conference organisée par l'UTA-UPG et l'UPLG s'est tenue sur le petit marché du Bourg de Port-Louis en présence d'un peu plus d'un millier de personnes.

- Un responsable de l'UTA de la région (M.EPHIL) a parlé des différentes actions de son syndicat dans la région de Port-Louis notamment pour la défense des petits paysans de la SICA qui pendant la période de coupe voient leurs cannes sécher à terre perdant ainsi toute leur richesse avant d'être livrées au saccharimètre de l'usine. Après nous avoir parlé des différents problèmes des 900 travailleurs agricoles sur 450 ha de l'usine et 450 ha de la SAFER depuis octobre 1981 date du dépôt de bilan de Beauport, M. Ephil lança un appel aux ouvriers de l'usine à les rejoindre dans la lutte. Comme dira un peu plus tard de Dr Batfleur «les ouvriers de Beauport doivent nous suivre».

Signalons que les ouvriers de l'usine sont syndiqués à la CGTG).

Après le parti communiste guadeloupéen c'était mercredi 5 octobre le tour du courant sucrière en général, Rosan Mounien prit le minationaliste de tenir meeting pour appeler la population du nord Grande Terre à se mobiliser pour lutter contre la fermeture de l'usilions par an aux Grands Moulins de Paris qui fonctionnaient avec un déficit de 5 milliards, Mounien a dit que la France produit 4 millions de tonnes de sucre par an, l'Europe en Sous la présidence du Dr Barfleur trois produit 12 millions de tonnes; de fait laisser orateurs ont pris la parole:

produit 12 millions de tonnes; de fait laisser fermer Beauport c'est accenter la mort de l'in fermer Beauport c'est accepter la mort de l'industrie sucrière en Guadeloupe. D'autre part, R. Mounien déclara que l'UGTG avait refusé d'aller avec Simonet négocier en france, malgré la demande de ce dernier, car a 1 c 'TG ils considéraient la négociation avec le CIRI comme politique et que l'UGTG n'est pas une organisation politique; mais que ce n'était pas le cas pour la CGTG dont Simonet a pris les dirigeants par la main pour les amener à la négociation de Paris.

> Mounien termina en disant l'UGTG ne participera pas non plus à la réunion du 11 octobre qui est elle aussi «politique». Et, MOU-NIEN de conclure que le combat de l'industrie sucrière est le combat de tout le peuple Guadeloupéen. En réalité, Mounien a répété qu'il fallait défendre «Notre canne et notre sucre» que le colonialiste veut faire disparaître.

Ce fut alors le tour de Mardivirin de l'UPLG qui lui aussi, après avoir expliqué'que

la diminution de la canne ici était due au paiement de celle-ci à cre que l'UPLG disait vrai dans son analyse de l'économie sucrière et que le PCG était incapa-

ble d'analyse, incapable de comprendre que c'est le gouvernement Français qui veut fermer les usines en Guadeloupe. Et que le gouvernement français veut fermer Beauport avec politiciens de droite comme de gauche (qu'il ne faut pas laisser fermer nos

Congrès de la section du PS en Guadeloupe : débats, tendances, querelles de personnes : aucun intérêt pour les travailleurs.

Comme on s'y attendait, les oppositions de tendance, ont animé le congrès du PS, qui s'est déroulé à Baillif dimanche.

La tendance d'opposition «E», représentée par Sully Claude, a recueilli 29 % de voix, contre la tendance, A, dirigée par Jalton qui elle a obtenu 71 % de voix.

Déjà avant le congrès, les polémiques allaient bon train entre les deux tendances. Sully Claude se revendiquait de la tendance CE-RES de Chevènement en France, et Jalton se présentait comme l'ami fidèle de Mitterrand. Le congrès de Baillif a confirmé que la majorité allait à la tendance dirigée par le maire des Abymes qui a plus de poids électoral que son adversaire.

Le débat de tendance, s'il existe réellement, n'est pas le véritable motif de tout ce remueménage. Les querelles de personnes, la course aux postes de commande du parti socialiste, les visées électoralistes, créent les conflits. Ces oppositions n'éclatent d'ailleurs qu'à la veille de congrès ou d'élections. Cela montre bien la véritable nature du parti socialiste guadeloupéen qui n'a de débats politiques que sur des aspirations mesquines, débats ne concernant en rien ni les problèmes économiques et politiques de ce pays ni les travailleurs.

Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre Abymes.

LES TRAVAILLEURS DE LA MAINTENANCE VICTIMES DE LA GABEGIE

DE L'IMPREVOYANCE.

La direction de la Maintenance vient de déposer auprès de l'Inspection du Travail une demande d'autorisation de licencier 82 de ses employés affectés au nettoyage du Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre.

En effet, depuis la création du Nouveau Centre la Maintenance à la responsabilité du nettoyage de cet hôpital. Ce contrat avec cette entreprise privée est avantageux pour l'hôpital car cela lui reviendrait plus cher d'embaucher directement du personnel pour faire ce travail mais la Maintenance y fait aussi son beurre car le montant du contrat représenterait plus de 50 % de son chiffre d'affaire. Jusqu'à présent cela ne semblait pas poser de problème, jusqu'à l'annonce de ces licenciements et des rai-

sons économiques qui semblent les motiver.
En effet, le service économique du Centre
Hospitalier signala au début du mois d'octobre
son impossibilité de respecter le contrat à cause des difficultés financières qu'il éprouve en
ce moment. Ainsi les prestations des mois de
Novembre et de Décembre ne seront pas ver-

sées à la Maintenance et parallèlement le budget consacré au nettoyage de l'hôpital sera en diminution. Alors certains essaient de trouver les causes des difficultés économiques dans lesquelles se débat le centre. C'est ainsi que la presse à grand tirage (France-Antilles) n'hésite pas à incriminer entre autres la grève du service de réanimation de l'année dernière et le fait que les étrangers ne paient pas leurs frais d'hospitalisation. Mais cette presse là cache la vérité à la population.

En effet le nouvel hôpital est fonctionnel depuis la fin de 1978 et avant même sa création il était pourtant facile prévoir les graves problèmes que créerait le fonctionnement d'un tel hôpital. Celui-ci a été construit en dépit du bon sens, selon un plan complètement dépassé et inadapté à la Guadeloupe. C'est un hôpital complètement fermé qui laisse difficilement passer la lumière du jour et empêche l'aération naturelle. De sorte que l'on éclaire en permanence au néon et c'est entièrement climatisé. Si une telle création a constitué une manne pour certaines entreprises métropolitai-

nes du béton et du froid, elle constitue par ailleurs une énorme dévoreuse d'énergie et d'argent. Les différents économistes et administrateurs de l'hôpital ont beau frotter leurs cervelles les unes contre les autres pour essayer d'en faire jaillir la meilleure solution qui leur permettra de combler le gouffre soit en amputant sur le budget de la pharmacie, soit en pratiquant une politique de restriction en matériel et en personnel mais force est de constater que le gouffre continue à s'élargir. Et maintenant que les difficultés ont pris un caractère aigu on essaie de faire trinquer le personnel et en premier lieu celui de la Maintenance. Mais l'avenir nous dira si ces travailleurs se laisseront faire.

MARTINIQUE:

MANIFESTATION CSTM - UGTM CONTRE LA VIOLENCE PATRONALE.

Le jeudi 20 octobre, CGTM et UGTM ont décidé une manifestation de rue pour protester contre la violence patronale. Le rassemblement pour la manifestation aura lieu à 8h à la maison des syndicats.

Cette manifestation intervient apres le cas

de violence patronale qui s'est déroulé à Bauchet et aux établissements Pompière. L'organisation «assez pléré» avait même fait état d'un complot patronal visant à s'en prendre physiquement aux responsables syndicaux de l'UGTM et d'autres syndicats.

MARTINIQUE:

EDF: GREVE LE 21 OCTOBRE.

Avec les consignes gouvernementales d'austérité, l'arrogance de la direction de l'EDF n'a pas plus de limite. A tous les niveaux : Paris, DOM, chefs de centre, les représentants de la direction remettent en cause les engagements antérieurs et même des acquis existants. Ainsi, les embauches prévues pour l'augmentation des effectifs et pour faire fonctionner la nouvelle centrale de Belle Fontaine ne se feront plus .

Certains chefs de service blancs affichent ouvertement leur mépris et leur racisme. Mais parallèlement le mécontentement grandit, qu'il s'agisse de la centrale de PK, de district ou dans les bureaux. Déjà les travailleurs basés à Trinité et à PK ont voulu partir en grève. Aussi une grève d'avertissement axée principalement sur les besoins en effectifs est prévue pour le 21 octobre avec coupure de courant.

Ce mouvement devrait précéder une grève générale non limitée qui débutera à la mi- novembre. Le mouvement n'est pas limité à la Martinique mais doit s'étendre aussi à la Guadeloupe et à la Guyane.

TERRE-DE BAS:

LE MAIRE LICENCIE.

Après ses vacances, Eugène l'Etang, le dictateur qui règne à Terre-de-Bas a repris la direction des opérations. Et cette reprise d'activité est douloureuse pour les saintois.

L'Etang avait fait de l'emploi des saintois sa principale préoccupation, disait-il. Il justifiait ainsi le fait que pour 1500 habitants à peine, la commune comptait 63 employés municipaux. Bien entendu, de lutte pour l'emploi, il n'en était point question. Le vieux filou voulait s'assurer les votes des électeurs en embauchant dans chaque famille, de manière à faire pression sur tous.

Aujourd'hui que les élections sont passées, le «bon Maire» a transformé son sourire en rictus et les licenciements pleuvent : 6 personnes ont été licenciées, et comme par hasard, ce sont des personnes qui passent toutes pour lui avoir été opposées aux dernières élections.

Le GRETA, qui assurait des cours de formation est fermé. Que deviendra l'employée qui assurait la permanence ? Et ce n'est pas tout. La cantine est en grand danger. Le maire court les rues du bourg en répétant «Pa ni l'algent. Fo nou fêmé «ça» étant la cantine. De quoi se nourriront les enfants du hameau de Grande-Anse ? Comment se débrouilleront les mères de famille pour lesquelles la cantine c'était tout de même une aide ? L'Etang s'en moque

G.B

GUADELOUPE:

GREVE A K DIS RAIZET. LES EMPLOYES DECIDENT DE SANCTIONNER LE PATRON.

Les employés de K DIS se sont mis en grève lundi 10 octobre. Mercredi dernier, une employée était convoquée dans le bureau du patron, à la suite d'un problème de manutention. Cette employée ne pouvait pas soulever des poids de trente à quarante kilos, comme le patron voulait le lui imposer. Mais ce problème a été assez vite réglé, car selon des textes officiels, une employée ne doit pas soulever de tels poids.

Appelée dans le bureau du patron, probablement pour se faire réprimander, l'employée qui se trouvait debout devant le bureau a été prise d'un malaise et s'est effrondrée sur le bureau.

Prétextant qu'il avait été agressé, le directeur lui a donné trois jours de mise à pied. Cette sanction a commencé lundi. Les employés de K DIS refusent la sanction, ils jugent que c'est le directeur qui est responsable et qui est l'agresseur.

Ils ont donc pris la décision de donner trois jours de mise à pied au directeur, et se sont mis en grève à partir de lundi. Chaque matin, les employés sont présents devant le magasin pour manifester leur mécontentement

MARTINIQUE:

GREVE A QUILLERY SAINT-MAUR.

Depuis le mercredi 7 octobre, les ouvriers de l'entreprise Quillery-Saint-Maur sont en grève, grève lancée à l'appel de la CFTC, puis la CGTM et qui affecte principalement le chantier de l'usine EDG de Bellefontaine ainsi que la Construction de la Trésorerie de la Martinique.

Les travailleurs protestent contre les licenciements qui sont prévus (68 licenciements) et vues les circonstances actuelles, il ne risque pas d'y avoir du travail dans le secteur du bâtiment. Quillery prétexte en effet pour licencier qu'il n'y a pas assez de travail. La réaction des travailleurs à cette décision est parfaitement justifiée. Remarquons tout de même que le principal syndicat à Quillery, la CFTC, a pris comme cheval de bataille le fait qu'il n'a pas été consulté lors de la procédure de licenciement. Est-ce que cela signifie que ce syndicat serait d'accord si on le consultait ?

En tout cas, vu la position des patrons la grève risque de se poursuivre, d'aut, ant que les travailleurs de Nord-France ont déposé un préavis de grève de solidarité.

GUADELOUPE.

CRAMA: UN RECUL DE LA DIRECTION.

Les travailleurs de la CRAMA avaient engagé une grève depuis le 30 août dernier pour exiger la réintégration d'une de leurs camarades liceaciée abusivement.

La semaine dernière 7 octobre le Conseil d'Administration de la CRAMA s'est enfin réuni.

La réunion qui se faisait en présence des représentants syndicaux a duré de 15H à environ 2 H du matin!

C'est le temps qu'il a fallu pour faire les membres de ce conseil revenir sur leur position et accepter le principe de la réintégration de Nise Verdol. Une nouvelle réunion était prévue le jeudi 13 octobre entre le conseil d'administration et les représentants syndicaux.

Les syndicats exigent un accord écrit annulant la mesure de licenciement prise voilà plus d'un mois contre la déléguée. Le conseil d'administration lui, veut infliger à cette dernière une sanction qui, selon la convention collective, peut être un avertissement, un blâme ou une rétrogradation.

Pour soutenir leur camarade, les employés de la CRAMA appellent à une mobilisation devant le siège de la CRAMA, jeudi 13 à 15h.

D'ores et déjà, leur lutte et leur détermination ont fait reculer la direction. Celle-ci a dû ravaler sa morgue et a été obligée de respecter les travailleurs.

Il y a 10 ans les capitalistes fermaient Comté et bonne-Mère - Aujourd'hui, ceux de Beauport ont les moyens de refuser le même scénario.

de gagner cette lutte si, en acceptant toute aide et tout soutien des syndicats et des politiciens, ils savent ne pas compter là-dessus pour gagner. Car tout le monde aimerait bien que le problème soit réglé en dehors de la lutte des travailleurs : lorsque le sous-préfet ou les élus ou d'autres toujours prêts à donner

concertation, la discussion autour des tapis, ils mènent les travailleurs en bateau et les trompent. Ce ne sont quand même pas les élus qui ont assisté, impuissants, malgré leurs effets de voix, à la fermeture des usines et au licencie-

des conseils aux travailleurs disent à ceux-ci

de rester calmes, leur prêchent la patience, la

Les travailleurs des usines ont les moyens

raisons d'avoir confiance en eux.

Aucun des problèmes importants des travailleurs ne se règlera sans une lutte acharnée sur le terrain, dans les champs et dans les rues, et encore moins le problème de Beauport

ment de milliers de travailleurs ces dernières

années qui peuvent donner aujourd'hui des

rues, et encore moins le problème de Beauport II y a 10 ans, Bonne-Mère fermait alors que là aussi, un concert de protestations de toutes sortes s'était fait jour et que les travailleurs avaient occupé l'usine. Mais il faut croire

que la lutte des travailleurs de Bonne-Mère n'a

pas été assez profonde, assez déteminée, assez large. Il faut croire que les travailleurs de Bonne-Mère, malgré la lutte qu'ils avaient entamée, n'ont pas fait assez mal aux capitalistes, préfet, administrateurs, élus de toutes sortes en créant pour tous ceux-là une situation insupportable.

Ceux de Beauport n'ont en fait pas d'autre choix que celui de se battre avec une détermination décuplée s'ils veulent gagner la partie.

Pierre Jean Christophe.

Erratum

Election à la sécurité sociale : il s'agit bien évidemment du 19 octobre et non du 10 octobre.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS OFFUSQUE!. _

L'affaire des 37 passagers français retenus à l'aéroport de Tripoli, la semaine dernière est en passe d'être réglée grâce aux bons offices du premier ministre grec.

Le gouvernement Lybien avait en effet bloqué 37 ressortissants français en Lybie et il était aussi question de retenir les 1500 fran-

çais vivant dans ce pays.

En définitive cette nouvelle crise entre la Lybie et la France s'est apaisée sans que le gouvernement Lybien n'ait eu le temps de s'expliquer clairement sur son attitude. Il semble néanmoins qu'il s'agisse d'une réaction après l'arrestation d'un présumé terroriste lybien qui serait protégé par Kadhafi.

Néanmoins cette affaire a eu le temps de déclencher un tollé de réactions dans une large

partie de la presse française. Et on a pu entendre certains journalistes crier au viol des règlements internationaux en tentant de démontrer qu'il s'agissait d'un acte de piraterie internationale, une prise d'otage d'état qui ne respectait aucune loi internationale entre les états etc... Ils en appelaient à une riposte vigoureuse de la France et de tous les états soucieux de ce droit entre état.

«Le respect du droit international entre état».. Il y aurait vraiment de quoi éclater de rire.

Mais de quel droit, de quel respect parlent tous ces gens ?

Celui pour la France ou les Etats-Unis de pilonner des populations situées à des milliers de kilomètres de chez eux, avec des Super-Etendards, des Jaguars ou autres avions lancemissiles? Celui d'extorquer toutes les richesses d'immenses pays en laissant aux populations tout juste le droit de se déchirer entre elles quand ce n'est pas celui de mourir de faim? Et la liste des meurtres, assassinats ou génocide de populations entières est longue sur les différentes manières dont les états riches pratiquent le droit international.

Non! Il n'y a pas actuellement de droit international qui soit respecté. Ou bien il est respecté tant qu'il ne dérange pas les différentes puissances. Mais lorsque les intérêts des classes dirigeantes de ces états sont en jeu, les méthodes employées entre les états sont plus proches de méthodes de gangsters ou d'animaux de la jungle. Et ce ne sont ni 37, ni 1500, ni des centaines de milliers de

personnes qui les font reculer. Et ce sont ces mêmes méthodes barbares que les mêmes classes riches mettent en oeuvre dans leur propre état lorsqu'il s'agit de défendre leurs privilèges. Car si à l'heure actuelle le droit international entre états a bien peu de sens, le droit des populations en a encore bien moins.

Et dans ce domaine, chacun utilise les mé-

thodes dont il peut disposer.

Méthodes de petits gangsters contre méthodes de grands gangters? Elles ne sont ni plus laides ni plus justes que celles des superpuissances. A ceci près tout de même que ce sont bien les super-puissances impérialistes qui actuellement sont les chefs de gangs.

MARIANNE TIBUS

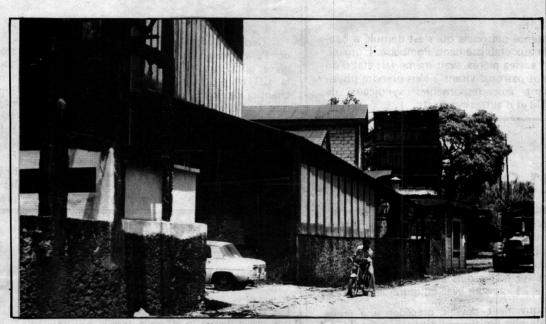
GUADELOUPE:

GROSSE-MONTAGNE: LES TRAVAILLEURS REFUSENT D'ETRE MIS EN CHOMAGE TECHNIQUE.

Les travailleurs de Grosse-Montagne n'ont jusqu'ici reçu aucune réponse quant à la mise en marche de l'usine. Lundi 10 octobre, les responsables syndicaux ont rencontré un représentant du préfet qui leur a exposé les mêmes problèmes que les membres du CIRI (comité inter-ministériel de restructuration industrielle) leur avaient déjà exposésen France, à savoir : que le gouvernement ne pouvait subventionner trois usines à la fois et que tout dépendait de la fermeture de Beauport. Mais jusqu'ici rien n'a été décidé ni pour Beauport ni pour Grosse-Montagne. Simonet continue lui aussi de tenir le même langage.

En attendant, cela fait plus d'un mois que cette situation dure. Ils avaient déjà imposé à Simonet de leur payer la semaine du 3 au 8 octobre. Suite à la rencontre de Lundi avec le représentant du préfet, rencontre qui n'a rien donné, ils décidèrent de reprendre le travail mardi 11 pour bien montrer leur volonté de faire marcher l'usine. Ils sont fermement décidés à se faire payer. Que les capitalistes crient au secours au gouvernement c'est leur affaire!

Les travailleurs de Grosse-Montagne ne veu-



lent pas faire les frais de la crise. Ils comptent aussi mobiliser la population du Lamentin, de Sainte-Rose et de Baie-Mahault dont une grande partie vit de cette usine, pour empêcher que celle-ci ne ferme ses portes.

Simonet, lui compte bien sur le gouvernement pour que Beauport ferme, parce qu'il a déjà présenté un plan de campagne en envisageant le broyage des cannes du nord de la Grande-Terre. Une aubaine pour lui! Ce petit jeu de faire croire aux travailleurs de Grosse-Montagne que pour que son usine marche il faut que Beauport ferme, a pour but de diviser les travailleurs des deux usines.

Toutes les actions qui sont menées sont sectorielles. Il n'y a aucune action d'ensemble. Les travailleurs des usines n'ont pas intérêt à être divisés.

Ceux de Grosse-Montagne et ceux de Beauport ont intérêt à mener la lutte ensemble.

LA FRANCE MARCHANDE D'ARMES (Conflit Iran-Irak).

S'il y a un sujet dans lequel l'hypocrisie de la diplomatie française se met en évidence c'est bien dans l'histoire des ventes d'armes à l'Irak. Nous rappelons que ce pays est en guerre avec l'Iran depuis 3 ans et que ce conflit a déjà fait plus de 140 000 victimes. Vendredi 7 octobre la France a prété pour plusieurs années 5 avions Super-Etendard à l'Irak. Mardi 10 c'est .100 tonnes de matériel militaire que Paris livrait à Bagdad. Le gouvernement français a décidé de soutenir l'Irak.

La justification, pour expliquer ces livraisons d'armes est sortie de la bouche de C. Cheysson, ministre des relations extérieures. Pour lui l'Irak est le pays qui dans cette guerre accepte la négociation et les résolutions de l'ONU. Il a ajouté qu'il faut que les Iraniens comprennent qu'ils n'ont pas de chances d'écraser l'Irak, donc il faudra négocier.

Ces affirmations du ministre ne vaient pas grand chose et il sait très bien que les ventes d'armes à l'Irak n'amèneront pas la paix dans le golfe Persique. Il y a 3 ans, c'est l'Irak qui déclencha cette guerre, en envahissant le territoire Iranien. Saddam HUSSEIN pensait profiter de la faiblesse passagère de l'Etat Iranien consécutive au renversement du Shah pour assouvir ses visées expansionnistes au détriment de l'Iran. Mal lui en prit. Ses troupes ont eté

repoussées, et sont actuellement en difficulté. Il propose la négociation. Rien ne dit qu'il le veuille encore, une fois que les armes françaises lui auront donné l'avantage. Il peut aussi oublier ses offres de paix pour une attitude plus belliqueuse. Les diplomates français le savent. Ils font les naits, comme Cheysson pour convaincre l'opinion publique française qu'il faut armer l'Irak.

En réalité le seul but visé par le gouvernement c'est vendre canons, avions, missible et en vendre un maximum, pour la plus grande joie des capitalistes de l'armement. Toute l'armée de l'Irak est équipée d'armes françaises de toutes sortes. L'Irak est un bon client, il a même déjà acheté une centrale nucléaire à la France. On n'allait pas, même si on est socialiste, lui refuser les armes supplémentaires qu'il demande. Les industriels, producteurs d'armes livrent et touchent alors que le personnel politique se charge de justifier les livraisons.

Ce partage du travail entre capitalistes et politiciens au pouvoir ne va pas sans quelques fausses notes. Les 5 avions auraient dû être livrés à la mi-septembre comme le prévoyait le contrat. Tout était prêt. La remise a été retardée. Le temps pour Mitterrand de prononcer son discours sur la paix à l'ONU, à la fin du

mois septembre. Une fois qu'il a regagné sa capitale, il a mis de côté ses considérations sur la paix pour reprendre son commerce qui rapporte gros, la vente d'engins de guerre.

Cet armement de l'Irak par la France rend furieux Khomeiny à Téhéran. Il menace comme il peut. Il avertit qu'il s'attaquera aux interêts dans la région. Mieux, il ne cache pas qu'il envisage en guise de représailles de bloquer le détroit d'Ormuz par où transite une bonne part du pétrole en direction de l'Europe et du Japon. Les américains qui exploitent et contrôlent la plupart des pays du golfe Persique ont dépéché une flotte de guerre. Le but de cet armada; protèger les intérêts occidentaux et s'opposer à toute action iranienne. Les armes françaises n'ont pas emmené la paix dans la région,. Bien au contraire elles n'ont fait qu'envenimer la situation et augmenter les risques d'élargissement de la guerre. Les Capitalistes français de l'armement eux, ont réalisé et continuent de réaliser de bonnes affaires avec la complicité de leur personnel politique même s'il est socialiste et communiste.

SIDOINE

JAMAIQUE: ENCORE DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS FRAPPES PAR LA CRISE.

Sept usines à sucre de la Jamaïque doivent fermer leurs portes ce qui représente la mise au chômage de 11 000 personnes. La compagnie nationale du sucre, compagnie d'état qui gère ces usines, accuse un déficit de 16 millions de dollars.

L arrêt brutal d'une activité économique qui fait vivre une fraction importante de la population de la Jamaque traduit la gravité de la crise économique dans ce pays.

Comme dans la plupart des pays de la Caraibe et ceux d'Amérique Latine, la crise s'accentue et l'endettement vis à vis du FMI (fonds monétaire international) est de plus en plus lourd. La seule possibilité pour ces pays d'obtenir des prêts c'est d'accepter de réduire les dettes publiques. Les récentes interventions de Reagan à ce sujet sont éloquentes. Il donne des dollars aux gouvernements qui acceptent de faire la politique de l'impérialisme américain dans la région, et en contre partie, exige des conditions draconiennes pour obtenir un prêt de 60 millions de dollars au mois de juin. Seaga a dû accepter de réduire encore davantage les dépenses publiques et de dévaluer la monnaie jamaicaine. Aujourd'hui les restrictions vont encore plus loin. Le gouvernement de la Jamaique laisse entendre que ces fermetures sont provisoires. Mais en attendant ce sont des milliers de chômeurs qui iront grossir le lot ceux qui sont déjà en chô-

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication : G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97:110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728